

Chers habitants, chères habitantes,
Chers citoyens, chères citoyennes,
Cher.es chef.fes d'entreprises,
Cher.es responsables du monde associatif,
Cher.es collègues élu.es,

Avant de commencer ce discours, je voudrai avoir une pensée pour les victimes, dans leur chair et leur bien matériel, touchées par les inondations de cette nuit. Cela nous rappelle que notre territoire est vulnérable.

Je vous remercie sincèrement d'être présents si **nombreux** dans cette salle du Moule, au centre de la **2ème circonscription**.

Votre présence est une marque de confiance qui me touche.

Elle m'oblige à ne pas vous décevoir, à vous entendre, à vous donner le meilleur afin de répondre à vos sollicitations ; **sollicitations que vous citoyens et citoyennes de la circonscription avez exprimées** lors de la première partie de cet événement ... **Je vous en remercie...**

Votre présence m'encourage à continuer ce combat que j'ai engagé depuis une vingtaine d'années : être **proche de ma population**, à son service d'abord, au sein de la collectivité régionale, puis départementale et enfin au sein de ma ville, Sainte-Anne.

La crise de la représentation démocratique

Pour débiter, arrêtons-nous sur la **crise démocratique** que nous traversons actuellement.

Les résultats des élections présidentielles donnent lors du 1^{er} tour, la majorité à Jean-Luc Mélenchon et son Union Populaire, puis deux semaines plus tard au Rassemblement National de Marine Le Pen.

La présence de ces 2 partis politiques aux valeurs opposées, montre combien il y a une **crise de la représentation**, de la confiance des électeurs et des électrices qui votent dans un spectre aussi large et aussi contradictoire en à peine 14 jours d'intervalle.

Ceci nous oblige à nous questionner et assurément à nous remettre en cause.

Nos **institutions démocratiques sont usées**.

Elles atteignent actuellement leurs limites car le **divorce** entre les élus de tous bords et les citoyens et citoyennes est consommé.

C'est aussi la responsabilité des partis et des mouvements qui ne contribuent plus à développer une culture politique qui fondent le pluralisme démocratique.

J'alerte sur les risques **d'un populisme ambiant** qui « flatte » le peuple au travers des discours et des programmes mais qui ne mettent pas en avant un projet de société concerté autour de valeurs communes et d'un objectif collectif...

L'action publique n'est pas l'addition des intérêts individuels mais la mise en oeuvre d'intérêts collectifs.

Remettre des **idées, des débats, des valeurs, de la concertation et du consensus en politique**, est une des voies qui ramèneront assurément les citoyens et citoyennes à la construction commune de la « polis », de la « cité », selon la vision grecque ancienne.

Ma vision est claire et je vous le dis sans détours :

- Non ! Tous les élus ne sont pas « pourris »
- Non ! Tous les élus ne sont pas en quête d'un mandat
- Non ! Tous les élus ne sont pas entachés par des comportements malhonnêtes. Je ne peux pas laisser dire et penser cela.

Je suis convaincu que l'action politique est un engagement noble car seul **l'intérêt collectif** doit nous unir.

Je suis **convaincu** qu'il faut rénover nos institutions, **donner plus de place aux habitants et aux habitantes des territoires**.

Mais je suis aussi convaincu qu'il faut s'inscrire dans **des dynamiques horizontales et ascendantes**, c'est-à-dire de concertation, tout à fait à l'opposé de ce que nous avons vécu.

Qu'avons-nous connu durant 5 ans ? Un pouvoir présidentiel **très vertical** qui dirige sans entendre, sans écouter.

Ce pouvoir brutal a été exacerbé lors de la crise sanitaire avec son lot **d'injonctions parfois contradictoires**, décidées à 7000 km dans un **conseil de Défense, fort peu démocratique**.

J'ai une pensée pour les victimes du COVID 19, leurs proches ; ceux et celles qui ont perdu leur entreprise, leurs revenus ; une pensée pour les étudiants et étudiantes qui ont dû abandonner leurs études ; pour les travailleurs de la santé suspendus ... à la violence de la crise sanitaire s'est ajoutée la brutalité d'un pouvoir vertical.

Mon rôle de représentant est aussi de chercher à **apaiser**, à trouver des solutions pérennes dans le **consensus**, dans l'**union**.

Il nous faut tourner le dos aux insultes, à l'invective, aux propos diffamatoires trop nombreux sur les réseaux sociaux et qui, au lieu de contribuer au pluralisme, fondement de toute démocratie, conduisent aujourd'hui à la haine, à la diffusion de fausses informations et à la surenchère.

Il est important de redonner du sens à la politique.

- Oui ! Le débat d'idées est nécessaire ;
- Oui ! Il peut y avoir des programmes politiques différents ;
- Oui ! Il faut dénoncer clairement cette défiance engendrée par des réseaux sociaux qui manipulent plus qu'ils n'éclairent la conscience citoyenne. Les hommes et les femmes politiques ne sont pas des « punching ball ». Le « bashing » auquel on assiste sur les réseaux sociaux, rajoute de l'angoisse par l'impossibilité de comprendre les véritables enjeux. Ils ne permettent pas de débattre **sereinement**. La crise de **l'information vient aussi renforcer la crise démocratique**.

Renouveler la démocratie

Un des axes forts de ma candidature à la députation s'inscrit dans une logique de **renouveau démocratique**, une autre méthode, beaucoup plus **participative**, un exercice du pouvoir qui part du bas vers le haut et non plus du haut imposé au bas.

J'ai toujours mené des campagnes « propres », sans invective, sans injure, sans diffamation mais avec des idées et des valeurs.

Dans ma ville de Sainte-Anne, avec les comités citoyens et les ateliers du FARDS (Force d'Action pour le Rassemblement et le Développement de Sainte Anne que je préside), j'adhère et je pratique la **co-construction citoyenne**.

Le député que je serai au cours de la mandature, s'engage à retourner régulièrement devant la population à la fois pour rendre compte, mais aussi et surtout pour entendre cette dernière sur les projets de loi, les évènements ou crises qui pourraient survenir.

J'appelle de mes vœux une campagne pour ces élections législatives qui place les citoyens et citoyennes au cœur de celle-ci.

L'homme de proximité que je suis restera à l'écoute et ne sera pas le candidat de vaines promesses.

La question des transitions

Au-delà de la crise démocratique que traverse notre société guadeloupéenne, il me faut aussi insister sur les **transitions et les chamboulements** qu'elle connaît.

Alors que le premier quart du 21^{ème} siècle se termine, il nous faut véritablement entrer dans la prise en compte de ces grandes transitions pour assurer un développement **économique équilibré, une société équitable et la préservation** de ce que nous allons laisser aux générations futures.

La législation doit elle aussi subir des modifications pour y répondre.

I La transition environnementale

La transition environnementale afin de s'adapter au changement global doit être intégrée dans **toute législation**. Les conséquences du changement global affectent aussi le quotidien des habitants et des habitantes de notre territoire, nous ne **pouvons plus l'ignorer ...**

- Le changement global touche le quotidien de la population lorsqu'on voit le **recul massif du trait** de côte des 50 dernières années sur le littoral des communes de la Grande-Terre, accéléré par la disparition de sa mangrove.
Et que dire des familles qui devront d'ici quelques années quitter leur domicile ? La législation doit prendre en compte cette dimension, dans une urgence extrême.
- Enfin, le dossier de l'autonomie énergétique de notre territoire est fondamental pour à la fois lutter contre les émissions de CO2 mais tout autant pour le porte-monnaie des familles guadeloupéennes avec une électricité carbonée de plus en plus chère.

II La transition démographique

Il nous faut travailler à limiter les effets du **déséquilibre démographique** de notre population.

- C'est devenu un lieu commun de parler du vieillissement de la population guadeloupéenne qui voit aussi sa jeunesse s'exiler depuis maintenant plusieurs décennies.

Ce déséquilibre démographique a un **coût économique et social important**. Il empêche le développement de notre économie car sa classe d'âge dynamique et créative quitte le territoire.

Ce déséquilibre démographique fait peser un poids conséquent sur les collectivités en charge de la gestion de la dépendance mais aussi sur les familles.

Penser le 4^{ème} âge en amont des constructions collectives, de l'aménagement du territoire, réduit les coûts de la dépendance mais aussi assure le bien être à nos personnes âgées. La **législation doit prendre en compte davantage les problématiques du 4^{ème} âge**. Nos aînés souhaitent rester à domicile. Cela nécessite que toute politique publique et la législation tiennent compte de ce paradigme.

- A cela s'ajoute la question de la fragile santé des Guadeloupéens et des Guadeloupéennes, révélée lors de la crise du Covid. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'entendre sur les médias **qu'un tiers de la population possède des co morbidités**. Il faut s'attaquer à la racine avec un dispositif de mesures concernant l'alimentation dans les écoles, les collèges et les lycées fondé sur une souveraineté alimentaire, sur la limitation de l'usage de pesticides, alors que nous subissons encore pour de nombreuses années les effets de l'utilisation du chlordécone.
Nous ne devons plus subir cela. Je demanderai, en concertation, la mise en place d'un « **Plan Santé pour la Guadeloupe** », qui prend en compte nos particularités. Et

qui répond au plus vite, à la question des **déserts médicaux** qui touchent toute la Guadeloupe mais plus singulièrement le nord de la Grande-Terre. La santé dépend tout d'abord d'une alimentation saine et équilibrée et une nouvelle législation devrait permettre notre **souveraineté alimentaire**.

III La transition économique

Il nous faut repenser les orientations économiques pour une **société plus juste avec une richesse mieux répartie**.

Le développement économique et la création d'activité de service est le fondement d'un progrès social.

Il faut donner à tous les Guadeloupéens les Guadeloupéennes un moyen de subvenir aux besoins de leur famille.

Il va falloir être créatif, offensif. Il faudra penser des **dispositifs législatifs d'exonération** des zones franches orientées pour les très petites entreprises car elles sont le tissu dynamique de la Guadeloupe ...

L'autonomie énergétique qui devient une nécessité, tant l'usage des énergies carbonées, coûte cher à l'humanité et aussi à la Guadeloupe. Elle doit être un des leviers du développement économique et de la mise en œuvre de l'intelligence guadeloupéenne.

Il y a le combat de la décennie à mener en matière législative afin de favoriser ce **mixte énergétique adapté à notre territoire** qui de façon définitive nous donnera une **indépendance**.

Souveraineté alimentaire, autonomie énergétique, développement des services à la personne grâce à l'ESS sont autant de secteurs créateurs d'emplois, de richesses et de dynamisme économique.

L'environnement législatif se doit d'aller vers la réalisation d'une économie progressivement moins dépendante de l'extérieur...

IV La transition numérique

Je porterai aussi le projet **d'un plan Numérique** pour les territoires ultra périphériques et insulaires. Ce retard d'équipement en infrastructure pénalise autant les entreprises que les familles.

Notre 21 siècle est résolument **digital** et la clé du développement économique passe par le partage de l'information, du stockage de données, et de l'intelligence artificielle.

Le niveau d'équipement numérique de nos écoles, collèges et lycées reste encore très en deçà de ce qui est nécessaire pour assoir une **véritable culture numérique**.

Culture maintenant nécessaire dans le quotidien des habitants et habitantes qui sont pénalisés dans leurs droits lorsqu'elle leur fait défaut.

La crise sanitaire et les confinements ont montré notre fragilité et bon nombre d'élèves et d'étudiants en ont fait les frais...

V La transition politique

La boucle est bouclée car toutes les transitions dépendent les unes des autres mais, seule une transition politique permettra une mise en œuvre totale et globale de notre projet.

Il nous faut pour réaliser tout cela **repenser notre gouvernance**. Comme je l'ai dit précédemment, notre modèle de gouvernance en Département puis Région d'outre-mer a montré ses limites.

Il s'agissait sans doute d'une étape voulue par nos prédécesseurs mais aujourd'hui en 2022 trop de décisions qui nous impactent et c'est peu de le dire, ne nous sont pas adaptées ou ne prennent pas en compte nos particularités.

L'intelligence guadeloupéenne est mise à mal par des décisions qui viennent de l'extérieur. Il est évident que la présence de deux assemblées complexifie les décisions et le partage des compétences dans des luttes politiques parfois stériles

En même temps, **les pouvoirs de l'État**, déconcentrés et notamment par l'intermédiaire du préfet **n'entendent pas nos problématiques**. Il faut donc, dès à présent, penser cette **nouvelle gouvernance**. Il ne faut pas retomber le piège de la verticalité, c'est-à-dire, des décisions prises et imposées par les politiques sans concertation.

Les Guadeloupéennes et Guadeloupéens doivent choisir le modèle, les étapes qui nous mènent à plus d'autonomie. **C'est le grand chantier dans lequel je m'engage pleinement...**

Je vais conclure en vous disant ces derniers mots :

Ne pas laisser toute latitude à un gouvernement ultralibéral dirigé par un président de la République qui vient de renouveler son mandat est un objectif fondamental de mon combat. Les difficultés et même les colères sont là. Mais le désir d'agir ensemble sous une union des mouvements et des **partis humanistes progressistes** qu'on appelle aussi de « gauche » **doit primer**. Nous devons être ensemble pour que notre Guadeloupe retrouve un sens.

Il nous faut relever ce défi d'aller dans cette Assemblée du peuple, fier de porter **un projet politique alternatif à celui ultra libéral d'Emmanuel Macron**.

Il nous faudra faire **de la pédagogie** pour que plus jamais des idées dangereuses, exprimant un sentiment colère, ne puissent avoir à s'exprimer massivement dans nos urnes.

Il nous faut **retrouver l'unité, un mieux vivre ensemble, de la confiance**.

Il nous faut **panser les plaies** de deux années d'épidémie qui ont maltraité les Guadeloupéens et les Guadeloupéennes, qui ont **aujourd'hui besoin d'être écoutés, entendus, et reconnus dans leur difficulté quotidienne**.

Je veux rendre à la Guadeloupe **sa force, sa sérénité son unité**.

Je veux donc être le candidat de l'apaisement ;

Je veux être le candidat de la proximité ;

Je fais le pari de l'intérêt collectif ;

Je fais le pari de l'intelligence guadeloupéenne.

Je veux être le candidat qui agit « **pour vous et avec vous** ».

Je suis candidat dans la deuxième circonscription de la Guadeloupe.

Vive la Guadeloupe, Vive la République

Et bonne fête du travail.

Christian BAPTISTE